

APUs MENACÉS

DROIT AU LOGEMENT

EN DANGER



LES APUs DE FIVES, MOULINS ET DU VIEUX-LILLE SE MOBILISENT CONTRE LE DÉSENGAGEMENT FINANCIER DU DÉPARTEMENT DU NORD

Depuis plus de 40 ans, nos associations, les Ateliers populaires d'urbanisme (APU) de Fives, Moulines et du Vieux-Lille, agissent aux côtés des ménages du Nord pour leur garantir l'accès aux droits liés au logement. Chaque année, nos équipes bénévoles et salariées accompagnent plus de 1 500 ménages (nombre de ménages cumulé pour les 3 APU réunis).

Notre expertise et notre efficacité dans la résolution des difficultés liées au logement pour garantir l'accès aux droits est reconnue par les services sociaux du Département qui nous orientent régulièrement des ménages pour notre accompagnement spécifique en matière de lutte contre l'habitat indigne, de prévention des expulsions locatives ou encore d'accès au logement. Notre action, au croisement de l'accompagnement social et juridique s'inscrit pleinement en complémentarité des acteurs de l'accompagnement social sur le territoire. Elle participe de la lutte contre l'exclusion par le mal-logement.

La garantie de conditions dignes de logement constitue un des piliers fondamentaux de stabilité sociale préalable et nécessaire à l'accès et au retour à l'emploi, compétence et priorité du Département du Nord depuis de nombreuses années.

Depuis les années 1990, le Département du Nord participe au financement de nos activités. Or, en 2022, le Département du Nord a fait le choix de se désengager du financement de notre action d'Accompagnement aux Droits Liés à l'Habitat (ADLH)

en continuant dans le même temps d'orienter vers nos associations toujours davantage de ménages.

Depuis juillet 2022, nous n'avons cessé de solliciter une rencontre avec les élus du Département suite à leur choix politique de ne plus soutenir nos associations et donc de priver les Nordistes subissant des situations de mal-logement d'un espace d'organisation et d'accompagnement pour faire valoir leurs droits au logement.

Nous avons adressé, en date du 6 mars 2023, une lettre au Président du Conseil départemental, Monsieur Christian Poirer, et à la Vice-présidente à l'insertion, Madame Doriane Bécue. Une nouvelle lettre a été adressée au Président et à la Vice-Présidente déléguée en date du 14 juin lors d'une mobilisation des familles et des salariées et militantes des trois APU devant l'Hôtel du Département.

Ce désengagement financier du Département, s'il devait se confirmer, met en péril à très court terme la viabilité des équipes salariées de nos associations, est préjudiciable à nos capacités d'accompagnement au quotidien des ménages captifs du mal-logement et contribue à bloquer les publics les plus précaires dans leur parcours d'insertion. Il prive aussi les partenaires (dont font partie les agents du Département) d'acteurs, essentiels et reconnus, engagés dans la lutte contre le mal-logement.

Nous dénonçons ce choix politique du Département du Nord de se désengager financièrement des actions menées en matière d'Accompagnement aux Droits Liés à l'Habitat.

**RDV CE LUNDI 26 JUIN 2023 À 12H - PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À LILLE
(PENDANT LA TENUE DE LA SESSION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD)
ET EXIGEONS :**

- Le financement par le Département du Nord des actions d'accompagnement aux droits des 3 APU (Fives, Moulines et Vieux Lille)
- La fin d'une politique d'austérité qui cible toujours les plus précaires : le retour à l'emploi ne se fera pas sur le dos du DROIT au logement !
 - Réaffirmer que sans logement digne et décent le retour à l'emploi est une illusion